

*Initiatives ministérielles*

J'ai rencontré également des cultivateurs qui ont des troupeaux de 30 à 35 vaches laitières. Ils m'ont dit que la situation n'avait pas de bon sens dans leur région. Le collègue libéral qui m'accompagnait avait, lui, un troupeau de 250 vaches laitières, ce qui n'est pas tout à fait la même chose. Le Budget signifie pour les cultivateurs une perte de 5 000 \$ en deux ans, soit 2 500 \$ par année, ou 15 p. 100, pendant deux ans.

J'ai aussi rencontré des groupes de chômeurs. Contrairement à ce qu'un ancien libéral, M. Bona Arsenaault, qui disait: «Les gens sont lâches», les gens de ma région ne sont pas lâches. Ils sont extrêmement vaillants. Ils veulent travailler. Ils sont capables de travailler d'une étoile à l'autre, si on leur en donne la possibilité. Les chômeurs et les chômeuses sont très très inquiets.

Comment se fait-il que, de l'autre côté de la barrière, il semble qu'il y ait des gens d'affaires qui ne soient pas tellement inquiets. Vous avez parlé, madame ma collègue, des banques. On va aller chercher une somme de 100 millions auprès des banques.

**Le président suppléant (M. Kilger):** À l'ordre. Je m'excuse d'interrompre l'honorable député de Matapédia—Matane. Je veux simplement lui rappeler que la période de questions et commentaires est d'une durée de cinq minutes. À moins qu'il ne s'agisse que d'un commentaire, s'il désire une réplique, je demanderais à l'honorable député de poser sa question.

**M. Canuel:** Monsieur le Président, je vais poser une question très simple. Comment se fait-il que, d'un côté, le Budget n'ait pas fatigué tellement les multinationales. Les banques, jusqu'à maintenant, d'après ce que j'ai lu, n'ont pas été tellement fatiguées. Ceux qui sont fatigués et apeurés par ce Budget sont les plus pauvres et non les plus riches.

**Mme Catterall:** Monsieur le Président, j'aimerais dire à mon collègue que, dans mon propre quartier, à cinq minutes de ma maison, beaucoup de citoyens vivent la même situation. Donc, je le comprends très bien.

C'est pour eux et elles qu'il faut examiner de nouveau et réorienter tous nos programmes pour s'assurer qu'il y ait un avenir pour ces gens, pour les femmes qui ont un revenu très faible et qui veulent offrir un avenir à leurs enfants, pour les jeunes qui ont peut-être quitté l'école il y a 5 ou 6 ans et qui désirent maintenant une formation.

• (1050)

C'est précisément pour eux et pour elles que nous devons avoir une économie forte, une économie qui, je l'espère, sera plus sous notre contrôle, afin que nous puissions avoir, pour eux et pour elles, des programmes de formation et la création d'emplois qui sont nécessaires pour un avenir plein d'espoir.

[Traduction]

**Le président suppléant (M. Kilger):** Je tiens à nouveau à préciser à la Chambre que la députée d'Ottawa—Ouest avait indiqué qu'elle partagerait son temps d'intervention avec un collègue. Voilà pourquoi je me suis assuré que la période des questions et observations ne dure que cinq minutes.

**Mme Jean Payne (St. John's—Ouest, Lib.):** Monsieur le Président, je suis heureuse de pouvoir aujourd'hui discuter du budget de 1995–1996 du ministre des Finances.

Dans le budget, le gouvernement s'est employé à tenir ses promesses: celle du livre rouge en vertu de laquelle il s'engageait à ramener le déficit à 3 p. 100 du PIB d'ici 1996–1997; celle des gouvernements libéraux, l'actuel et ceux qui l'ont précédé, de préserver un filet de sécurité sociale soutenable qui réponde aux besoins des plus nécessiteux; et enfin, celle de veiller à ce que l'effort de réduction du déficit soit partagé également entre tous les Canadiens de toutes les régions.

Par une combinaison de mesures de compression des dépenses et d'augmentation des recettes, le ministre des Finances a réduit le déficit pour 1995–1996 à 32,7 milliards de dollars. C'est la deuxième année de suite que le déficit diminue. Je suis fière de faire partie d'un gouvernement qui joint l'acte à la parole lorsqu'il est question de réduction du déficit. Contrairement au gouvernement conservateur précédent et à certains députés du troisième parti, le ministre des Finances comprend qu'il y a un objectif à la réduction du déficit, que celle-ci n'est pas une fin en soi.

Parce que le dernier gouvernement a laissé s'accumuler cette énorme dette, l'an dernier, environ 33 cents sur chaque dollar d'impôt que les Canadiens ont versé ont servi à payer les intérêts sur notre dette. Cela signifie qu'il y avait moins d'argent disponible pour les services que les Canadiens méritent et respectent.

Cette énorme dette crée aussi un climat d'instabilité qui décourage les investissements dans les entreprises et la création d'emplois. La réduction du déficit vise donc à garantir aux Canadiens un environnement propice à la croissance soutenue et à la création d'emplois, maintenant et dans l'avenir.

Le gouvernement comprend et respecte l'obligation qu'il a envers les Canadiens de cesser d'emprunter au nom des futures générations pour financer nos habitudes de dépenses actuelles. Par conséquent, ce n'est pas avec enthousiasme que le gouvernement s'est mis à réduire les dépenses, mais plutôt par nécessité.

Les Canadiens d'un océan à l'autre le comprennent, ce que confirme d'ailleurs un sondage récent. En effet, dans ce sondage, 69 p. 100 des Canadiens ont dit qu'ils approuvaient le budget du ministre des Finances, même si un grand nombre d'entre eux estimaient que leur situation en souffrirait.

Je me reporte aux observations faites par ma collègue d'Ottawa—Ouest, qui a dit que certains de ses électeurs avaient des réserves à faire au sujet du budget, mais qu'ils étaient prêts à accepter les réductions et les conséquences du budget.

Le budget est remarquable non seulement pour les progrès qu'il nous fera réaliser sur le front de la réduction du déficit, mais encore pour la façon dont il le réduit. La réduction du déficit se fera largement par la compression des dépenses.

Pour la deuxième année d'affilée, le gouvernement n'a pas augmenté l'impôt sur le revenu des particuliers. Je félicite le ministre d'avoir accepté d'écouter les Canadiens et refusé d'adopter la solution de facilité qui consiste à hausser les impôts. Il aurait certes été facile de relever l'impôt sur le revenu des particuliers, mais cela n'aurait pas été équitable.